

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2212-2 relatif aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, «signalisation temporaire»,

Vu la décision 2022-48 du 19 décembre 2022 portant détermination des tarifs municipaux pour l'année 2023,

Vu la demande du 07 mars 2023 de l'entreprise BS CHARPENTE BOIS, sise 100 la grée caillette – 44290 GUÉMENÉ-PENFAO,

Considérant que l'entreprise BS CHARPENTE BOIS souhaite occuper le domaine public avec la mise en place d'un échafaudage et la neutralisation d'une place de stationnement, dans le cadre de travaux de surélévation, au 1 avenue Jules Renard à Saint-Herblain, du 03 au 28 avril 2023,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières durant cette opération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Du 03 au 28 avril 2023, de 07h00 à 19h00, l'entreprise **BS CHARPENTE BOIS** est autorisée à occuper le domaine public, avec la mise en place d'un échafaudage et une neutralisation d'une place de stationnement dans le cadre de travaux de surélévation, au 1 avenue Jules Renard à Saint-Herblain.

Les mesures et conditions générales suivantes seront appliquées sur la section de voie précitée :

- mise en place d'un échafaudage de 1 mètre de large sur 9 mètres de long sur le côté de la résidence ;
- stationnement interdit au 01 avenue Jules Renard à Saint-Herblain ;
- circulation piétonne sur trottoir en face ;
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation automobile ne devront être interrompus ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

Ces installations ne devront pas porter atteinte à la sécurité et la visibilité des usagers.

ARTICLE 2 : L'entreprise **BS CHARPENTE BOIS** devra assurer la libre circulation des riverains et usagers aux abords du chantier.

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

ARRÊTÉ :
DPR-2023-0272

OBJET :
Réglementation en
matière de circulation
et de stationnement -
occupation du domaine
public - échafaudage -
1 avenue Jules Renard
du 03 au 28 avril 2023

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par **Le Service tranquillité publique et réglementation de la Ville**. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché sur le site 48 heures avant l'installation.

ARTICLE 4 : Le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. De plus, le non-respect des prescriptions entraînera le retrait immédiat de l'autorisation.

ARTICLE 6 : Toute dégradation ou (et) salissure constatée sur le domaine public, et imputable au chantier, sera systématiquement suivie d'une réparation ou remise du site à l'état initial, à la charge financière de l'entreprise.

ARTICLE 7 : L'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance, conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée par la Trésorerie de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant de **95,40 € (2,65 € x 9 mètres linéaires x 4 semaines)** pour l'échafaudage et **212,80 € (11,20 x 19 jours)** pour la place de stationnement sur le domaine public pendant 4 semaines soit un total de **308,20 €**

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site de la ville.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 27 MARS 2023

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

Reçu à la préfecture de Nantes le 27 mars 2023
Publié le 27 mars 2023